



La première page du bulletin *Le Soviet*, «Organe des Bolcheviks-Léninistes d'Espagne pour la Quatrième Internationale», N° 1, janvier 1937

DOCUMENT

Un organe pour la construction de la IV^e Internationale pendant la révolution en Espagne

Nous publierons, à partir de ce numéro, les principaux articles parus dans « Le Soviet » édité par un groupe de militants bolcheviks-léninistes en Espagne pendant les années 1936-1937.

Les textes ci-dessous ont paru dans le numéro 2 de « Le Soviet » (20 janvier 1937).

On parle des pays démocratiques antifascistes, de pays fascistes et de « buches » pour cacher la politique de trahison et d'union sacrée, à la tête de laquelle se trouve la bureaucratie stalinienne.

La politique du front populaire, de la II^e Internationale, de la bureaucratie soviétique et de la III^e Internationale, enchaîna la classe ouvrière au char de l'impérialisme démocratique, vainqueur de la guerre mondiale 1914-1918, qui a imposé à la moitié de l'Europe vaincue, sa loi des traités de Versailles, générateurs des fascismes et de nouvelles guerres impérialistes, tant qu'existe le capitalisme, dont Staline est devenu le meilleur allié, avec sa politique du « socialisme en un seul pays ».

Pour assurer sa victoire, la classe ouvrière doit rompre avec cette politique, dressant une politique de CLASSE CONTRE CLASSE, avec le mot d'ordre : LES SOVIETS PARTOUT.

La victoire de la révolution des travailleurs espagnols libres, non seulement la classe ouvrière du régime féodal capitaliste et du joug impérialiste international, mais ouvre une ère nouvelle à la révolution mondiale.

La lutte pour le pouvoir, pour un gouvernement OUVRIER-PAYSAN, avec les mots d'ordre : A LA PORTE LES MINISTRES BOURGEOIS DU Front populaire, TOUT LE POUVOIR AUX COMITÉS (Soviets) des ouvriers, paysans et soldats, doit passer au premier plan de la guerre civile, pour vaincre la guerre et faire triompher la révolution. La bourgeoisie espagnole, aidée par la finance internationale, a relevé la tête, derrière les partis petits-bourgeois et leurs hommes. Ces partis demandant ouvertement, avec insistance depuis quelques mois, la dissolution des comités et des commissions du contrôle des travailleurs, créés par la lutte armée. La classe ouvrière doit répondre avec toute son énergie révolutionnaire à la contre-révolution qui se cache dans les partis petits-bourgeois, stalinien, etc..., en constituant dans tout le pays des comités (des véritables soviets d'ouvriers, paysans et soldats) qui sont les véritables organes de la DEMOCRATIE OUVRIÈRE et du pouvoir prolétarien.

La Chambre française, de De Kérillis à Péri, Blum, etc..., vient d'approuver à l'unanimité une loi contre l'envoi des volontaires à l'Espagne révolutionnaire. Ce sont les symptômes de la préparation de l'union sacrée.

Le sénateur Cachin et « tutti quanti » redeviennent ce qu'ils ont été : les social-patriotes de 1914. En empoisonnant la classe ouvrière avec la politique du Front populaire, le but principal des partis de la II^e et de la III^e Internationales est celui d'empêcher l'unité des travailleurs dans la lutte armée contre le capitalisme et le fascisme

international sur la base d'un véritable internationalisme prolétarien révolutionnaire.

Pendant qu'Hitler et Mussolini envoient hommes, armes, etc... aux assassins de Franco, les diplomates démocratiques et soviétiques jouent encore l'infernale comédie de la neutralité. Et les travailleurs ne savent pas s'opposer à cette politique, l'Espagne révolutionnaire deviendra une Abyssinie du fascisme et de la finance internationale. La révolution est arrivée dans une phase décisive dans une situation vraiment dramatique. Sans un redressement de toute la politique des partis et des organisations ouvrières, nonobstant le formidable héritage des travailleurs espagnols, la contre-révolution pourra provisoirement avoir raison.

La faillite de la démocratie et du parlementarisme bourgeois, que l'on veut encore maintenir en Espagne, est reconnaissable dans tous les aspects de la vie politique et sociale européenne et mondiale. Ce ne sera certainement pas (ceci est démontré par les expériences tragiques internationales d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, etc...) l'aide de la social-démocratie et du stalinisme à travers le Front populaire élargi qui pourra sauver de la banqueroute la démocratie parlementaire bourgeoise qui est entrée avec la guerre mondiale 1914-1918 dans la phase impérialiste de putréfaction du capitalisme.

La victoire contre le militarisme fasciste ne peut pas être obtenue seulement sur le terrain militaire et avec un gouvernement de Front populaire dans le cadre de l'Etat bourgeois avec le respect de la propriété privée ; mais pour assurer la victoire de la guerre civile et de la révolution intimement liées, il faut exproprié et désarmer la bourgeoisie, sur la base de la socialisation des moyens de production, de la propriété et de la banque, terre aux paysans, liberté au Maroc, etc... De cette manière seulement, on peut avoir la certitude que les troupes de Franco, une partie mercenaire et une partie contrainte par la terreur fasciste, ne pourront pas maintenir la lutte sur les deux fronts, celui militaire et celui politique social, qui trouvera un écho derrière l'armée et même dans l'armée des généraux de la contre-révolution. C'est le seul moyen d'en terminer avec la « Quinta Columna » qui est maintenue et organisée par les propriétaires et les bourgeois qui se trouvent de ce côté et qui n'ont pas encore été inquiétés par la révolution.

La classe ouvrière manque d'Etat-major : il lui manque un parti, une direction révolutionnaire pour la conduire à l'assaut du capitalisme et du fascisme, et à la victoire du socialisme. Le dilemme fondamental actuel est : REGROUPEMENT DE TOUTE L'AVANT-GARDE DU PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE IBERIQUE SOUS UN NOUVEAU DRAPEAU ET UN NOUVEAU PROGRAMME : CEUX DE LA IV^e INTERNATIONALE.

“sur l'enclume”

A propos de la conférence du P.O.I. du 17 janvier.

« Le noyau bolchevik-léniniste s'est efforcé d'empêcher la collaboration du P.O.U.M. au gouvernement de la Généralité, ce qui a attiré l'hostilité des dirigeants (rapport du camarade Rous à la conférence nationale du P.O.I. du 1^{er} janvier). Nous posons une simple question au camarade Rous : De quelle façon le noyau... bolchevik-léniniste s'est-il efforcé d'empêcher cette collaboration ? Peut-être par le travail politique que Rous, etc., n'ont même jamais essayé d'entreprendre, par leur manque de perspective révolutionnaire nationale et internationale sur les problèmes de la révolution espagnole, ou peut-être par la grande activité déployée par les représentants officiels du Secrétariat international, à distribuer les insignes de la IV^e Internationale à tort et à travers ? D'autre part, nous ne comprenons pas de quelle hostilité des chefs veut parler le camarade Rous. Même avant la collaboration au gouvernement de la Généralité, le P.O.U.M. n'a jamais été un parti bolchevik-léniniste et les dirigeants n'ont jamais éprouvé, au fond, une grande sympathie pour les B.-L. D'où vient donc cette hostilité ? Les représentants officiels du S.I. ont-ils vraiment gêné les dirigeants du P.O.U.M. par leur critique ? Nous ne croyons pas. Les délégués officiels du S.I. ont fait si peu de bruit et de critique révolutionnaire, et ont restreint ce qu'aurait dû être leur travail d'avant-garde révolutionnaire à un si mesquin et stupide travail d'intrigues, que les chefs du P.O.U.M. ont eu à peine le temps de remarquer leur présence en tant qu'organisation. Ce travail n'a servi qu'à discréditer les idées bolchevik-léninistes, la IV^e Internationale et le camarade Trotsky.

Certainement les délégués officiels ont obtenu un résultat : non pas celui de regrouper et de renforcer le minuscule groupe B.-L. qui existait et qui aurait dû jouer un rôle important dans la révolution, mais celui de diviser les camarades, les décourager, tout en éloignant en même temps les camarades espagnols, militants du P.O.U.M., QUI AURAIENT ÊTE CENT POUR CENT BOLCHEVIK-LÉNINISTES S'ILS S'ÉTAIENT TROUVÉS DEVANT UN SÉRIEUX TRAVAIL À FAIRE.

Le camarade Julien pense, lui, qu'« il faut s'abstenir de participer à la conférence de Barcelone et démasquer cette entreprise de confusion ».

Pourquoi ne pas participer à la conférence ? A cette conférence du P.O.U.M., participeront les militants qui sont l'avant-garde du prolétariat espagnol et qui luttent depuis six mois avec une énergie farouche, sans trouver d'issue vraiment révolutionnaire devant eux. Le camarade Julien veut-il dire que les B.-L., depuis Paris, doivent encore une fois se contenter de caresser et de « démaquer » ? Nous pensons, nous, qu'une délégation de camarades B.-L. doit participer à la conférence de Barcelone, seulement cette délégation doit ÊTRE CHOISIE PARMI LES CAMARADES B.-L. QUI LUTTENT EN ESPAGNE, et qui pourront présenter, non pas un élébe standard mais une plate-forme authentiquement en rapport à la situation espagnole. Sur ce point nous sommes entièrement d'accord avec le camarade Moulou qui dit qu'« il faut aider les B.-L. du P.O.U.M. » tout en faisant du groupe B.-L. de Barcelone, un groupe autonome. Nous travaillons avec éclaircissement à l'unification des véritables B.-L. d'Espagne, qui est la seule condition de marcher en avant dans la voie de la IV^e Internationale. — Sulin.

critique de la résolution politique du comité central élargi du P.O.U.M.

DICTATURE DU PROLETARIAT OU DICTATURE DE LA BOURGEOISIE

Nous croyons utile de revenir sur cette « résolution politique » par le fait qu'elle définit, dans son ensemble, la ligne politique, et l'orientation générale du P.O.U.M. et qu'elle constitue, malgré ses « erreurs », un important document élaboré dans le feu de la guerre civile. Sur un autre journal, il a été publié un article traitant des aspects différents, sur cette « résolution politique ». Notre critique est seulement une critique objective, froide, comme elle est exigée par la situation de la révolution. Cette critique est faite dans le seul but de contribuer à la clarification des vastes problèmes de la révolution. L'instrument de vérification de la justesse ou de la fausseté d'une politique est constitué par la critique marxiste. Lorsque cette critique n'est pas faite sur la base de calomnies et de falsifications. Nous demeurons fidèles à ces principes du marxisme révolutionnaire et nous ne reculerons pas, devant aucun obstacle, qui puisse se présenter dans le cours de la lutte.

En quels termes est posée la question du pouvoir dans cette « résolution politique » ? Pour le Co-

mité central du P.O.U.M., la consigne fondamentale actuelle est : dissolution du parlement bourgeois et ASSEMBLEE CONSTITUANTE DES DELEGUES DES COMITES D'USINES, REPRESENTANTS DE PAYSANS, DELEGUES DU FRONT, GOUVERNEMENT OUVRIER-PAYSAN, DEMOCRATIE OUVRIERE.

Comme on peut le voir, la « résolution politique » parle de démocratie ouvrière en général... de dissolution du parlement bourgeois, pour le remplacer par une Constituante, etc... La « résolution politique » ne fait aucune allusion à la dictature du prolétariat. Que signifie ceci ? un oubli ? Le P.O.U.M. n'est-il pas un parti marxiste qui, avant la révolution, se réclamait des principes de la dictature du prolétariat ? Que signifie démocratie ouvrière ? qui peut garantir la démocratie ouvrière, de l'Etat et de la dictature de la bourgeoisie ? Le P.O.U.M. abandonne-t-il les principes du marxisme révolutionnaire défini par tous les maîtres du socialisme scientifique : que la société est divisée en classes, les opprimées et les oppresseurs, et que la société capitaliste est constituée par une dictature de classe contre les quatre classes ? C'est une notion fondamentale admise par tous les socialistes de la

III^e Internationale et en particulier par tous les communistes de la III^e Internationale des quatre premiers congrès, que : la démocratie ouvrière ne peut pas exister pleinement dans un régime bourgeois, ni non plus dans un régime « intermédiaire » entre le capitalisme et le socialisme, jusqu'à ce que la classe ouvrière n'ait pas conquis le pouvoir politique, brisé la machine de l'Etat bourgeois, et instauré la DICTATURE DU PROLETARIAT.

LA CONSIGNE FONDAMENTALE ACTUELLE EST : DICTATURE PROLETARIENNE OU DICTATURE BOURGEOISE.

Le mot d'ordre de dissolution du Parlement est un mot d'ordre juste par lui-même, seulement la « résolution politique » ne dit pas comment doit être entreprise cette dissolution. Cependant, malgré la façon dont il est lancé, ce mot d'ordre pourrait jouer un rôle de premier ordre s'il était accompagné d'une agitation politique, et des mots d'ordre : A la porte les ministres bourgeois, DISSOLUTION DU PARLEMENT DE LA REPUBLIQUE CAPITALISTE, VIVE LA CONSTITUANTE.

Seulement, sans se faire ni donner d'illusions aux travailleurs sur la Constituante, sans perdre de vue la consigne fondamentale actuelle, c'est-à-dire de faire passer au premier plan la lutte pour le pouvoir, travailler pour un gouvernement ouvrier-paysan et préparer les congrès des Comités (soviets) des ouvriers, des paysans et des soldats, avec le mot d'ordre : **TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS.**

Le C.C. du P.O.U.M. ne peut pas ignorer que : « l'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'est parvenue à la domination, et n'a pas pu y parvenir sans passer par une période de dictature pendant laquelle elle s'empara du pouvoir politique et abat par la force la résistance désespérée qui ne s'arrête devant aucun crime, qu'ont toujours opposée les exploités. **DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE, DES QUE S'AGGRAVE LA LUTTE DE CLASSE QUI EST À SA BASE, IL N'Y A PAS DE MILIEU ENTRE LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT. TOUTS LES REVES D'UNE SOLUTION INTERMÉDIAIRE NE SONT QUE LAMENTATIONS REACTIONNAIRES DES PETITS-BOURGEOIS ».** (Thèses de Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat.)

La tentative de vouloir combiner le système des Comités (soviets) des ouvriers, paysans et soldats, c'est-à-dire la DICTATURE DU PROLETARIAT AVEC L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE, qui est la dictature de la bourgeoisie, ne montre que la pauvreté théorique du C.C. devant les nouvelles forces de la démocratie ouvrière, qui est constituée par les comités d'ouvriers, paysans et soldats, dans une situation révolutionnaire. **PRETEN A SE SUBSTITUER À LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE, COMME ORGANES DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT.** Le devoir d'un parti révolutionnaire n'est pas seulement celui de créer ces organes et impulser leur vie révolutionnaire sur toute l'étendue du territoire, mais aussi, et principalement d'expliquer aux prolétaires que c'est seulement dans ces Comités (Soviets) qu'il existe véritablement la **DEMOCRATIE OUVRIÈRE** et la garantie de la Révolution prolétarienne, puisque ces Comités d'ouvriers, paysans et soldats constituent

les organes de la DICTATURE DU PROLETARIAT.

Quelles que soient ses « particularités » et quelle que soit son alternative, la révolution espagnole ne peut pas dévier de ces lois fondamentales : **LE PASSAGE DU CAPITALISME AU COMMUNISME, c'est-à-dire de la dictature bourgeoise à la DICTATURE DU PROLETARIAT.** A propos de la **DEMOCRATIE OUVRIÈRE**, la « résolution politique » du C.C. du P.O.U.M. ressent fortement la faiblesse de la politique du parti et des préjugés anarchistes... « Comme conditions indispensables pour la victoire définitive du prolétariat et la garantie de la révolution, il faut une vaste et profonde démocratie ouvrière qui garantisse la révolution contre toute tentative d'hégémonie dictatoriale de la part d'un parti ou d'une organisation déterminée ». Dans ce paragraphe, se trouve le secret du pourquoi le C.C. ne parle pas de dictature du prolétariat dans toute sa « résolution politique ». La dictature du prolétariat n'est pas la dictature d'un parti contre les autres partis, ou « l'hégémonie dictatoriale d'une organisation déterminée ». **LA DICTATURE DU PROLETARIAT EST UNE PÉRIODE TRANSITOIRE NÉCESSAIRE POUR DÉFENDRE LES CONQUÊTES DE LA RÉVOLUTION CONTRE TOUTE ATTAQUE DE LA CONTRE-RÉVOLUTION, CONDITION POUR ENTREPRENDRE LA RECONSTRUCTION D'UNE ÉCONOMIE SOCIALISTE-COMMUNISTE, SANS LAQUELLE IL EST IMPOSSIBLE DE PARLER DE DESTRUCTION DES CLASSES ET DE MORT DE L'ÉTAT, POUR CONSTITUER UNE SOCIÉTÉ LIBRE, SANS CLASSES ET SANS ÉTAT.**

Il n'existe pas un socialiste, un marxiste, parmi ceux qui maintenant parlent contre LA DICTATURE DU PROLETARIAT, en qui n'en parlent plus, comme le C.C. du P.O.U.M., qui n'ait pas juré ses grands dieux devant les ouvriers qu'ils acceptaient cette vérité fondamentale du socialisme ; et maintenant, en pleine révolution, alors que le prolétariat est en fermentation et en mouvement, qu'il cherche à briser cette machine d'oppression : l'Etat bourgeois, pour instaurer la DICTATURE DU PROLETARIAT, on trouve, non seulement ceux qui sont qui sont ouvertement contre, comme les corbeaux de la contre-révolution : social-réformistes et stalinistes, non seulement ceux qui n'en parlent plus, mais de « nouvelles théories » sont construites, tendant à faire dévier la classe ouvrière de la juste voie de la révolution communiste mondiale. Dans la situation actuelle, un redressement de la politique du P.O.U.M. est-il possible ? Nous le disons franchement : oui regarde les dirigeants du P.O.U.M. et non nous. Certainement, nous ne nous trouvons pas devant un parti bolchevik comme celui de Lénine et de Trotsky de 1917, qui opéra un tournant de sa politique dans sa politique et défini le REARMEMENT DU PARTY, avec les thèses d'avril de Lénine.

Le P.O.U.M. se réclame-t-il des principes de la révolution permanente ? D'après sa presse, il paraît que oui ? Quelques exemples : « Pour les pays où le développement bourgeois est en retard, surtout dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la **RÉVOLUTION PERMANENTE** signifie que le véritable et entier accomplissement de leurs tâches démocratiques et leur libération dans le cadre national, n'est concevable qu'à travers la

dictature du prolétariat, guide de la nation opprimée, et avant tout de sa masse paysanne ». (Thèses de la théorie de la révolution permanente. L. Trotsky.)

Est-il possible que les dirigeants du P.O.U.M. invoquent les caractéristiques particulières de la révolution espagnole, et en particulier du mouvement ouvrier pour leur abandon de la dictature du prolétariat ?

« En Espagne, on ne peut pas parler de dictature du prolétariat, car il y a les anarchistes, il y a la C.N.T. et la F.A.I. ». C'est l'explication courante donnée par les chefs du P.O.U.M. et qui a inspiré le C.C. en rédigeant sa « résolution politique ». Pourtant, la C.N.T. et la F.A.I. se sont révélées vraiment réalistes. Les anarchistes ont accepté (il ne pouvait en être autrement, étant donné leur doctrine) de participer au pouvoir avec un gouvernement de front populaire, dans le cadre de l'Etat bourgeois, à cause de la solennelle exigence de la lutte antifasciste, que nous avons appelée, « l'antifascisme qui conduit à l'union sacrée ».

Le fait historique demeure : les anarchistes de la négation de l'Etat, de la négation de participer à n'importe quelle forme de gouvernement, ont fini par participer à un gouvernement bourgeois qui porte toutes les responsabilités du soulèvement militaire-fasciste. Nous l'avons déjà dit, il ne pouvait pas en être autrement. Le fait demeure, personne ne pourra l'effacer. La doctrine anarchiste a subi un coup... salutaire, et toutes les explications ne peuvent qu'admettre le fait accompli. Lorsque la participation aux gouvernements bourgeois s'est produite dans les autres pays, non dans le mouvement anarchiste, mais dans le mouvement marxiste, qui admettait le pouvoir et l'Etat, malgré les longues discussions dans les congrès nationaux et internationaux, une série de scissions ont été faites, contre l'opportunisme de la participation. Ce fait historique... de la participation des anarchistes au pouvoir, peut devenir progressif pour le prolétariat espagnol, à la condition qu'un parti marxiste sache lui donner une juste interprétation politique et théorique. Il suffirait, pour cela, d'engager une discussion franche et continue par une action pratique du front unique de tous les partis

et organisations ouvrières, avec l'exclusion des partis bourgeois, sur la base de propositions concrètes faites aux anarchistes de la C.N.T. et de la F.A.I. pour la constitution des Comités (soviets) sur toute l'étendue du territoire, aussi bien à la ville qu'à la campagne, en démontrant la nécessité de constituer un gouvernement OUVRIER-PAYSAN pour sauver la révolution en danger, avec les mots d'ordre : **TOUT LE POUVOIR AUX COMITÉS D'OUVRIERS, PAYSANS ET SOLDATS.**

Seulement, ce cette façon, les anarchistes pourront comprendre la différence qui existe entre un gouvernement ouvrier-paysan, préconisé par nous, et le gouvernement de coalition avec la bourgeoisie.

Il est certain que, non pas les chefs, mais les grandes masses de la C.N.T., etc., verront que la DICTATURE DU PROLETARIAT n'est pas autre chose que le pouvoir des travailleurs avec l'exclusion des bourgeois, et la véritable DEMOCRATIE DES OUVRIERS, DES PAYSANS ET DES SOLDATS.

Et si les chefs de la C.N.T., etc., ont fait le « sacrifice », comme ils disent eux-mêmes, de participer à un gouvernement démocratique bourgeois, ils pourront au moins faire le « sacrifice » de laisser les travailleurs constituer eux-mêmes leurs comités ou conseils (soviets) comme organe du pouvoir de la DICTATURE DU PROLETARIAT.

Autrement, il ne restera de leur « sacrifice » qu'une politique de collaboration de classe avec un gouvernement bourgeois, dans le cadre de la dictature de la bourgeoisie. La classe ouvrière ne tarderait pas à voir quelle distance existe entre leur « sacrifice » et les intérêts des travailleurs qui veulent construire de leurs propres mains une SOCIÉTÉ LIBRE.

Les travailleurs ne tarderaient pas à comprendre que la DICTATURE DU PROLETARIAT n'est pas celle qu'on leur a fait croire, celle exercée par Staline, assommant les chefs du bolchevisme et trahissant la révolution mondiale.

Ceci n'est pas du « sectarisme stalinien » mais du marxisme révolutionnaire auquel se réclame le P.O.U.M. sans l'appliquer.

Emiliano VIGO.

la situation économique espagnole et la classe ouvrière

Après cinq mois de guerre civile, la situation de l'économie espagnole commence à avoir des répercussions assez graves, sans pourtant révéler un danger catastrophique. La cause principale de cette situation est : qu'au début du mouvement, surtout au cours du premier mois, aucun parti, aucune organisation syndicale, ne purent et n'ont pas jugé objectivement comment se présentait la situation et comment elle devait continuer. Chacun réquisitionnait pour son propre compte : le gaspillage, la mauvaise utilisation, la mauvaise répartition, la non-centralisation de toutes les richesses et les ressources du pays, n'ont fait qu'accentuer et créer les difficultés présentes:

La crise alimentaire, le manque particulier du pain, de viandes, de lait, de sucre, etc., denrées de première nécessité, non seulement pour les enfants, mais pour les vieillards, les malades, les blessés, etc., est surtout due aux premières causes

mentionnées plus haut, mais aussi au MANQUER D'ORGANISATION TOTAL.

Le gaspillage, dans certains endroits, la SPECULATION d'autre part, malgré que l'on écrive, que l'on affiche et même que l'on condamne devant les Tribunaux populaires, on n'a pas encore réussi à réduire les difficultés qui persistent toujours, et ont même tendance à s'accentuer, sans qu'AUCUNE DECISION OU INTERVENTION ne soit envisagée. La seule intervention effectuée est la réduction des salaires de ceux qui travaillent.

Le chômage qui, dans la période présente, devrait être COMPLETEMENT DISPARU, par suite de l'enrôlement dans les milices antifascistes, et la production du matériel de guerre, ESTE A PEU PRES AU MEME NIVEAU QU'AVANT LE MOUVEMENT.

Roméo JULIO.

Premières éditions:

- Paolo Casciola, «Virginia Gervasini (1915-1993)», *Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso*, Série: «Studi e ricerche», N° 30, décembre 1993, pp. 3-5
- Sonia [Virginia Gervasini], «La cause de la débâcle d'Espagne: absence du parti révolutionnaire dans la guerre civile», *La Vérité*, «Organe théorique communiste internationaliste (Bolchevik-Léniniste, pour la construction de la IVe Internationale)», N° 3 (Nouvelle série), 15 mars 1939, pp. 13-23
- «Document. Un organe pour la construction de la IVe Internationale pendant la révolution en Espagne», *ibidem*, pp. 75-78

Publié au mois de janvier 1994 par
Centro Studi Pietro Tresso
Via Firenze, 18
06034 Foligno PG
Italie
